

# ACCUSONS LE CAPITALISME



Union des Révolutionnaires-Communistes de France

CONSTRUCTION DU PARTI

## ***PSA : Amplifier le combat pour la nationalisation, sans indemnités et sous contrôle ouvrier !***

L'attitude vis-à-vis des 8 000 suppressions de postes reflète le positionnement de classe : réactionnaire ou progressiste de chaque force politique.

Le patronat et la réaction UMP – FN sont arc-boutés sur la défense du plan de PSA jugé incontournable pour la « compétitivité » du groupe car seul compte pour eux l'intérêt financier du Capital et des actionnaires.

Rappelons aussi que l'annonce de cette restructuration était prévue de longue date malgré les déclarations démagogiques et mensongères de Warin et Sarkozy durant la présidentielle (cf. la déclaration de la CGT).

La social-démocratie a contourné le problème durant les élections et aujourd'hui, selon la même logique de classe capitaliste vise à duper et leurrer les travailleurs en acceptant la restructuration meurtrière tout en l'accompagnant « socialement » : 600

postes promis à IDC Logistic ... mais le fonds reste inchangé.

Alors que PSA refusait toute discussion sur les 8 000 suppressions d'emplois, les syndicats présentent comme un « premier recul » l'ouverture de négociations tripartites : Directoire PSA/Syndicats/Gouvernement. Cela dit, les difficultés demeurent puisque dans les discussions, les forces acquises à l'austérité et aux vues du Capital (PSA-Gouvernement) sont majoritaires !

Pour PSA comme pour Arcelor-Mittal et tous les autres groupes, il n'y a pas d'issue progressiste sans luttes et pas de luttes efficaces sans solidarité de tous les travailleurs pour la défense de l'emploi.

Les mesures alternatives existent Pour l'URCF, il faut tout faire pour soutenir tout ce qui peut contribuer à empêcher les licen-

ciements. Nous n'opposons pas notre mot d'ordre de nationalisation du groupe PSA aux mots d'ordre existants qui peuvent avoir un effet immédiat et qui soulagerait les travailleurs touchés. L'interdiction des licenciements soulève des espoirs, mais sans luttes dures pour l'imposer, elle ne verra pas le jour. En effet, on ne peut compter sur la social-démocratie majoritaire au Parlement, mais dont l'objectif et la pratique sont de satisfaire les exigences patronales afin d'accroître la « compétitivité » des monopoles et l'accroissement des profits capitaliste. La réquisition, sans changer les propriétaires, a peu de chances de voir le jour dans l'immédiat.

Ces revendications, nous les soutenons parce qu'elles empêcheraient provisoirement les licenciements. Il s'agirait d'une victoire partielle non négligeable mais qui ne réglerait pas l'avenir

de PSA, ne toucherait pas aux propriétaires et au Conseil d'administration. Resterait le même groupe monopoliste ayant vocation à casser les emplois pour satisfaire les profits, la même politique de désindustrialisation qui conduit à la catastrophe économique, les travailleurs et le pays.

Pour la nationalisation sans indemnités du groupe PSA avec le contrôle ouvrier

La défense de l'emploi ne peut être conduite avec efficacité que si on lie les luttes sociales à la lutte politique contre le Capital. Cette efficacité exige un combat anticapitaliste qui pose la question de la propriété monopoliste des banques et entreprises. Actuellement, c'est une minorité : l'oligarchie financière qui possède les grands moyens de production et d'échange avec pour conséquences : l'exploitation salariale, la paupérisation, le chômage de masse, la précarité. La question historique posée au mouvement ouvrier et populaire est celle du transfert de cette propriété capitaliste à l'ensemble des travailleurs. Les obstacles sont puissants : le Capital qui re-

fuse tout partage de ses profits, les Partis à son service : UMP/UDI, FN, PS mais aussi l'Union européenne qui impose partout sa politique totalitaire d'austérité et qui interdit toute nationalisation !

La nationalisation de PSA et d'Arcelor-Mittal par exemple sera satisfaite par des luttes extraparlémentaires massives (grèves, manifestations ...) afin d'imposer un recul significatif au Capital et au gouvernement.

Les nationalisations ont un contenu différent selon la classe qui les pose. En 1981, ce furent des nationalisations bourgeoises qui profitèrent au Capital (aides publiques, indemnités ...). En 1945-47 ce furent des nationalisations démocratiques mais qui déconnectées d'une stratégie remettant en cause l'existence même du capitalisme, renforcèrent au fil des ans le capitalisme monopoliste d'État.

C'est pourquoi nous proposons une nationalisation sans indemnités (qui sanctionnerait la gabegie et la soif de profits des propriétaires de PSA) et avec contrôle ouvrier pour appuyer la lutte économique de classe conti-

nue des travailleurs pour défendre la satisfaction de leurs besoins contre la rentabilité financière. Cette nationalisation constituerait une victoire partielle importante contre le Capital et l'UE, sauverait et développerait les emplois en utilisant les fonds publics (7 milliards supplémentaires donnés au Directoire PSA sans contreparties) pour le développement de la filière, la hausse des salaires, la transformation des CDD en emplois pérennes.

Bien sûr, à ce stade, il s'agit localement de limiter le pouvoir des monopoles mais serait ainsi facilitée et accélérée la tâche historique visant à travers de longues batailles, à renverser le système capitaliste et son État des monopoles par une révolution anticapitaliste instaurant le socialisme et le pouvoir ouvrier et populaire. C'est pourquoi, forte des 4 000 signatures recueillies en un mois, l'URCF appelle tous les travailleurs à signer et à faire signer la pétition exigeant la nationalisation du groupe PSA sans indemnités avec contrôle ouvrier !

Paris, le 21 novembre 2012



### Qu'est-ce que l'URCF ?

L'Union des révolutionnaires-communistes de France est une union à l'échelle de tout le pays, de militants communistes engagés autour de l'objectif de construction d'un nouveau et authentique P.C. continuateur du PCF (révolutionnaire) mais critiques et en rupture avec son héritage négatif, réformiste et révisionniste.

Organisation marxiste-léniniste, l'URCF mène un combat quotidien contre le capitalisme, pour la défense des revendications sociales, pour les droits et libertés démocratiques.

L'URCF défend la solidarité internationaliste, s'inscrit dans le combat pour la renaissance du mouvement communiste international, la solidarité avec les peuples en lutte de la Palestine à Cuba socialiste, la lutte contre les fauteurs de guerre impérialistes.

L'URCF agit pour que la France se retire des instances impérialistes : OTAN, Union européenne, se prononce pour l'autodétermination des peuples néo-colonisés.

Les 200 thèses pour une identité communiste sont le fondement même de sa ligne politique. Le programme de l'URCF est publié sous le thème, Le socialisme: seule alternative au capitalisme ! Avec la campagne "Accusons le capitalisme" dont elle est l'initiatrice, l'URCF cible la propriété privée des moyens de production et la dictature du Capital, obstacles à l'émancipation des travailleurs.

Pour l'URCF, il faut une seule organisation Communiste en France. C'est pourquoi nous travaillons à l'unification du mouvement communiste. Ensemble, construisons le Parti dont les travailleurs ont besoin pour préparer une nouvelle révolution française anticapitaliste et socialiste !

**Rejoignez notre combat !**



**LISEZ INTERVENTION COMMUNISTE**  
Le journal de tous les travailleurs

**BULLETIN D'ABONNEMENT Spécial (Tarif réduit)**  
1 an : 10 €, Etudiants : 8 €, Privés d'emploi : 8 €, Soutien : 30 €

NOM : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

VILLE : \_\_\_\_\_

Chèque à l'ordre des " AMIS D'OULIANOV " B.P.40084  
75862 PARIS cedex 18

Notre site : [www.URCF.net](http://www.URCF.net)

*Imprimer par nos soins - Ne pas jeter sur la voie publique*